hors service

nr. 20

15 juillet 2011
journal anarchiste



Le quartier d'isolement à Bruges est contesté depuis sa mise en service

L'histoire des luttes est notre histoire !

C'est en juin 2008 (il y a donc trois années d'ici) que le quartier de haute sécurité est mis en service dans la prison de Bruges. C'est une réponse claire aux multiples rébellions, évasions et émeutes qui avaient mis de nombreux cœurs en feu et en flammes aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de la prison. Huit cellules individuelles ne contenant que le minimum, deux cachots, deux cellules transformées en parloir (une derrière des carreaux et une à table). Son but est de briser les détenus récalcitrants qui y sont enfermés pour quelques mois ou jusqu'à l'année entière, voire plus. Briser l'esprit rebelle, faire observer le droit chemin, la bonne conduite. Éviter de possibles contagions de la rébellion en écartant les soi-disant meneurs. C'est à travers le parcours de trois personnes qui y seront incarcérées, en différents moments, que nous voulons rappeler les luttes qui ont ébranlé ce lieu infâme depuis le début. Trois personnes qui sont considérées comme les plus dangereuses du pays, trois personnes qui sont marquées par leur esprit clair, fort et insoumis, par leur refus de se plier devant l'autorité.

Une oubliette pour les détenus récalcitrants

Ashraf Sekkaki sera un des premiers à y être enfermé. Ses compagnons de section: un détenu qui est considéré comme meneur de l'émeute qui a détruit une aile entière de la prison de Merksplas, et un sans-papiers qui a attaqué la directrice de la prison d'Anvers. Ashraf est considéré comme le meneur de plusieurs émeutes qui faisaient ravage dans différentes prisons. Une d'elles aura lieu suite à une altercation entre une famille et les matons lors d'une visite à Hasselt. Le préau sera bloqué à deux reprises, le mobilier de la prison volera en éclats, les matons recevront l'addition pour les humiliations incessantes qu'ils infligent aux prisonniers.
Très vite, Ashraf fait sortir des lettres témoignant des conditions de détention infâmes, l'isolement ferme, les médicaments distribués à tout va. Il compare le QHS au camp d'emprisonnement de Guantanamo. Pas de contact avec l'extérieur, pas de courrier – donc interdiction de faire les cours qu'il suivait -, pas de visites sauf celle, strictement réglementée et surveillée, de son avocat. Il doit subir deux fouilles corporelles approfondies chaque jour, ainsi qu'une fouille de la cellule, un isolement complet de 23 heures sur 24 avec une «promenade» dans une cage grillagée, menottes aux poignets et aux chevilles. Le chauffage n'est pas allumé avant la fin du mois d'octobre. « *Je me sens comme dans un laboratoire où l'on voudrait tester jusqu'où l'on peut aller* », écrit-il. « *Je suis un humain, pas un robot, donc je me rebelle. Quand je me comporte bien, on dit que c'est grâce au régime d'isolement. Quand je me comporte mal, on dit : il faut l'isoler encore plus. Quand Hans Meurisse* [Directeur Général des prisons qui décide du placement en QHS] *lira ceci, je n'ai qu'un message pour lui: rien ne dure pour toujours. L'emprisonnement est comme une folie imposée. Pour moi, la liberté ne sera jamais assurée ni ordinaire. Peut être que, bientôt, je n'oserai même plus lui tendre la main, je continue à la regarder comme la richesse d'un autre. Ce que l'on oublie, c'est que l'endurance d'un humain n'est pas inépuisable. Ils pourraient bien à un moment se retrouver dans une situation pénible. Car, une balle que l'on essaie de garder sous l'eau, ressurgit avec pleine force* ». L'État se sent



 attaqué et va tenter de décredibiliser les dénonciations de ce régime. Le ministre de la justice se fait fort d'affirmer que le régime n'est que temporel, limité dans un temps déterminé qui ne dépasse pas quelques mois. Trois ans après, on verra que c'était une mauvaise blague. Certains détenus y sont enfermés sans aucune perspective d'y ressortir. Ashraf est taxé de menteur, le journaliste qui a publié les lettres sera rappelé à l'ordre. L'État invite les journalistes à découvrir le splendide quartier d'isolement pour montrer qu'il n'a rien à se reprocher. Lors de la venue des journalistes, les détenus feront un tel bordel que l'on entendra à peine parler le directeur qui essaie de garder la façade à tout prix. Ashraf ne rate pas un moment. Sa protestation véhémente met en branle la tentative de justifier une telle torture, le directeur ne trouve plus ses mots.

Le quartier d'isolement ravagé par une émeute dévastatrice

Farid Bemouhammad le rejoint un mois plus tard, en août 2008. Farid est transféré de prison en prison 6 fois par an, et ce depuis 10 ans déjà. Il sera toujours enfermé en régime strict, et il passera bien longtemps dans le bloc U à la prison de Lantin. Quartier d'isolement où l'État voulait instaurer un deuxième QHS. Ça se passera autrement car le bloc U devenu le nouveau QHS se fera détruire, une fois avant et une fois après la mise en service du QHS. Le quartier finira par ne plus être reconstruit. C'est à Lantin que les matons entrent dans la cellule de Farid et le menacent de lui injecter le calmant *Haldol* – qui a tué de nombreuses fois déjà. Peu après, il est transféré à Bruges. Menottés les pieds et les mains pendant chaque déplacement -même pour la douche -, fouilles corporelles quotidiennes.

En avril 2009, une révolte rendra ce régime inutilisable pendant plusieurs mois. Cinq des six prisonniers participent à la révolte. Ils font inonder les cellules d'eau et détruisent tout le mobilier qu'ils peuvent. Le lendemain, une émeute éclate dans une autre aile de la prison de Bruges. Dehors, de nombreux tracts sont distribués et des affiches collées pour saluer cet acte de rébellion. La destruction de ce régime parle à bien des révoltés dehors qui luttent depuis des années contre la prison. « *solidarité avec bruges 6 avril - Pour célébrer la destruction du quartier de haute sécurité à la prison de Bruges, le hall d'entrée du commissariat de police près de la Gare du Nord à Bruxelles a été incendié. Solidarité !* » peut-on lire sur internet. Fin avril 2009, la faculté de criminologie de l'université de Gand est occupée en solidarité avec les mutineries dans les prisons et les centres fermés, et plus spécifiquement avec la destruction de la section de haute sécurité de la prison de Bruges. « *Nous avons choisi d'occuper la faculté de criminologie parce que cette science est étroitement liée à la prison, à la justice et à la police. En effet, ceux qui condamnent jour après jour des dizaines de personnes à plusieurs années de prison ou à se faire déporter ont souvent commencé leur ignoble carrière dans cette faculté.*»

Les prisonniers se retrouvent donc de fait en détention normale. Ashraf s'évadera durant l'été 2009 en hélicoptère de la prison de Bruges, sera incarcéré au Maroc quelques semaines après, s'évadera de nouveau en novembre 2010 de la prison à Oujda. Il ne trouvera la liberté que pour un jour et sera enfermé dans la prison de haute sécurité de Rabat dans l'isolement le plus total. Après 7 mois, il peut envoyer un message au monde extérieur: son esprit n'est pas brisé pour autant.



La révolte trouve des échos dehors

Entretemps, les révoltes continuent à éclater dans les autres prisons, les évasions se succèdent, les attaques contre la police continuent à chauffer les esprits dehors. Cocktails molotovs contre les commissariats, confrontations physiques avec la police. De nombreux syndicats de matons se font également viser. Vitres brisées, locaux incendiés, tags dénonçant leur rôle de bourreaux. Leurs voitures se font brûler comme dernièrement encore devant la prison à Ittre. Les syndicats des matons se plaignent de fréquentes insultes ou même tabassages quand des matons sont reconnus dans la rue, dans les bars, devant leur domiciles. Un service en vaut un autre...

« Une bombe incendiaire contre la façade de la maison d'un gardien n'est plus une exception, » se plaint le syndicat. *« Les gardiens, médecins, directeurs et assistants sociaux travaillant dans le module d'isolement de la prison de Bruges sont attendus quand ils sortent de leur boulot. Des gens les attendent à la sortie pour les insulter, les harceler et ils se font systématiquement prendre en photo.* » dit Laurent Sempot, porte-parole de Hans Meurisse, directeur général des prisons. Les entreprises qui construisent de nouvelles prisons ou entretiennent celles déjà existantes s'en prennent plein aussi. Les rassemblements et les manifestations sauvages contre les prisons et en solidarité avec les révoltés se multiplient dehors.

Après la destruction, c'est le réaménagement du QHS

Le QHS sera de nouveau mis en service dans le cours de l'année 2009 et fera quelques changements de décor. Depuis lors, le lit et le lavabo sont attachés au sol et fabriqués en acier. L' armoire est retirée. L'équipe de matons changera. Les types nazis, armoires à glaces seront remplacés par un mélange plus productif. S'introduiront un plus vieux "avec qui on peut parler", un belgo-marocain jouant sur la communauté, quelques femmes, des gens qui ressemblent moins à des bourreaux mais qui le sont autant, de par la fonction qu'ils acceptent de réaliser. Une télé plasma est installée dans chaque cellule pour apaiser la rage : un coup raté. La télé est installée telle qu'on ne peut pas la regarder sans se mettre dans une position impossible. Viendront s'ajouter à l'équipe de gérants du QHS: des infirmières qui administrent une dose de calmants trois fois par jour et harcèlent ceux qui la refusent, un psychiatre qui rentre - avec 6 matons - dans les cellules des détenus pour les convaincre que la résignation sera le seul salut.

Aujourd'hui encore, les protestations contre l'isolement ne cessent pas

Nordin Benallal est enfermé dans le QHS en octobre 2010. Après son évasion de la prison de Ittre en octobre 2007, il sera repris en Hollande et enfermé dans le camp de concentration réaménagé en prison, dans le quartier de haute sécurité de Vught, qui servira comme exemple pour mettre en place le QHS de Bruges. Hans Meurisse s'acharnera spécialement sur lui, car 9 mois après, Nordin se retrouve toujours enfermé dans le QHS, sans la moindre évolution dans son régime de détention. Courrier censuré, pression continuelle afin de prendre des médicaments - ce qu'il a toujours refusé – visites limitées à la famille, interdiction pour les amis (sauf deux, derrière carreaux), et ce depuis 9 mois déjà. Comme en Hollande, Nordin refuse de sortir au préau dans la cage à lion - qui n'est rien d'autre qu'une insulte. Il n'aura pas respiré un peu d'air frais et vu le ciel depuis presque 4 ans maintenant.

Farid sera encore trimballé de prison en prison et sera de nouveau enfermé dans le QHS en mai 2011. Sa révolte est quotidienne, à chaque occasion possible, il montre sa rébellion face à son enfermement. La solidarité entre les deux détenus est grande. Ils s'entre-aident le plus qu'ils le peuvent, avec le peu de moyens qu'ils ont. Le 20 juin 2011, Nordin et Farid entament une grève de la faim et de la soif ensemble. Après 5 jours, ils suspendent la grève. Farid allait être mis au goutte-à-goutte et n'avait pas de prise sur ce qu'ils allaient bien mettre dedans. Cela fait des années que le personnel pénitentiaire menace de lui injecter des calmants dangereux. Tous les deux sont déterminés à ne pas vouloir leur faire ce plaisir là, ils ne sont pas prêts de mourir.

Un rassemblement de solidarité a lieu devant la prison de Bruges après 5 jours de grève de la faim et de la soif. Une trentaine de personnes, proches, amis et compagnons de Nordin

Rien à déclarer

Ils cherchent des mouchards; ils ne trouveront que des mollards



Quelques mots provocants pour t'éperroner. Une conversation innocente ; seulement pour faire un brin de causette. Quelques questions creuses pour obtenir une première réponse. Puis des menaces, du chantage."Si tu ne parles pas maintenant, tu le paieras cher après".

La routine quotidienne dans les commissariats de police est dans les jeux psychologiques. A chaque fois, ils essaient de te faire parler jusqu'à ce qu'ils aient quelque chose pour te coincer.

En dépit de toutes les nouvelles techniques (l'analyse ADN, les caméras de surveillance...), les services policiers se basent toujours sur ce moyen séculaire de l'Inquisition: l'interrogatoire. Car malgré toutes les séries policières où des affaires sont résolues dans les moins de 24 heures grâce à une trace ADN improbable, l'affligeante réalité est que la plupart des gens sont condamnés sur base de simples déclarations. Des déclarations qu'ils ont faits eux-mêmes, ou que d'autres ont fait. Ainsi, cette invitation, nous la recevrons à chaque fois : balance ton voisin et tu t'en sortiras mieux.

Cela n'est pas surprenant, c'est le credo de notre société: pousse un autre dans la merde et rampe sur son dos. Ça se passe ainsi sur les lieux de travail, parfois même dans la rue. Dans la bouche des flics et des juges, ça devient: pousse l'autre dans la merde ou on t'y pousse toi. Le chantage ne rate pas son but, nous connaissons malheureusement les exemples. Quoique ce n'est pas donné que la balance s'en sorte mieux, la police n'ayant pas de loyauté particulière envers ses collaborateurs.

Balancer, dénigrer les autres ou coopérer pour être dans les petits papiers du juge, c'est une surenchère du vice. Ils nous montent les uns contre les autres et la Justice ricane depuis le banc de touche. Puis après que chacun soit devenu le bâtard de l'autre, on pourra tous aller crever dans un coin.

Qu'ils fassent leur sale boulot eux-mêmes. Le refus de collaborer, de te balancer toi-même ou les autres, ça ne nous rend que plus forts. Refuser de dénoncer, de manière inflexible. Ne pas nous laisser diviser. Ils peuvent crier, hurler, taper, flatter, faire des promesses...« Rien à déclarer ».

Dans les milieux anarchistes/anti-autoritaires, les limiers de l'État farfouillent aussi. Plusieurs compagnons ont été appelés avec la demande de faire passer des infos. Ils posent aussi bien des menaces que des cajoleries sur la table. La recherche des balances s'ajoute à la découverte d'une caméra de surveillance dans la maison des compagnons, le passage à tabac de compagnons menottés dans les commissariats de police, les fouilles et les intimidations lors des contrôles d'identité, leurs divisions fabriquées entre les 'bons' et les 'mauvais' qu'ils essaient de nous imposer. L'État est prêt à sortir du placard toute une série de techniques de répression pour diviser et briser ses ennemis. À cela, nous ne pouvons répondre qu'en renforçant la solidarité. Derrière la diversité des pratiques et d'angles d'attaque, nous nous retrouvons ensemble sur une même base anti-autoritaire. Et à l'opposé total de cette posture, en l'État, nous ne pouvons voir qu'un ennemi. Et quand il essaie d'appliquer ses sales techniques sur certains de nos compagnons, nous serons toujours de leurs côtés. Soutenons-nous les uns les autres dans une attitude de refus total et de non-collaboration face à la Justice, ses limiers et ses copains journaleux.

↘ et de Farid, expriment leur solidarité et dénoncent l'existence des modules d'isolement. Après la lecture de quelques communiqués par les sœurs de Nordin, une banderole disant «Brisons l'isolement. Pour un monde sans prisons» est déployée, des slogans sont hurlés. Poings serrés depuis l'intérieur, les prisonnières et prisonniers répondent.
Dans le quartier d'isolement, ça continue à gueuler de tous les côtés, les détenus n'acceptant pas d'être jetés dans les oubliettes de l'État: c'est cette rage-là que nous continuerons à diffuser dans la rue.

Nous nous reconnaissons dans leurs actes de révolte contre la justice et contre l'enfermement. Tout comme nous nous reconnaissons dans tout choix de défier ce monde basé sur le capitalisme et l'exploitation. Nous ne voulons pas de ce monde basé sur le modèle carcéral. Ils voudraient que nous devenions tous flics dans nos têtes, pour nous convaincre que cela ne sert à rien d'affronter la misère que nous subissons, que nous ferions mieux de mendier quelques miettes de changement. Ils voudraient bien nous apprendre à nous fliquer les uns les autres, à balancer nos complices. Nous faire croire qu'il vaut mieux se ranger, baisser la tête, travailler comme des esclaves, accepter l'humiliation, vendre notre dignité.

Nous leur disons: jamais de la vie.

Solidarité avec les révoltés dedans et dehors.

Harraga signifie "quelqu'un qui brûle les frontières" en arabe. C'était un terme plutôt péjoratif pour des personnes qui n'ont pas de visa temporaire ni carte de travail ou d'études. Les flux migratoires récents poussés par les révolutions arabes et les expériences de lutte qui les ont accompagnés ont contribué à ce que ce terme soit de plus en plus approprié en positif.



HARRAGAS

"Le reflet de sans-papiers déterminés à franchir tous les obstacles" comme le posait récemment quelques compagnons de Paris. En avril, une masse de tunisiens trouvent leur chemin vers la France, en passant par Lampedusa. Sans abri ni de quoi manger, ils occupent les places et les parcs. Les rafles se succèdent. La solidarité contre ces rafles et les confrontations avec la police tout autant. Le premier mai, les harragas forment un bloc autonome à la tête de la grande manifestation syndicale. Le même soir, ils occupent un bâtiment de la Mairie de Paris dans un quartier populaire qui doit servir comme base de départ pour la lutte. "*Ni police, ni charité, un lieu pour s'organiser!*" pend sur la façade. Le 4 mai, le bâtiment est expulsé avec grand déploiement de force et quelques jours après, le gymnase est occupé. De là part une manifestation sauvage à travers le quartier avec mégaphone et banderole. Quand quelques voleurs sont encerclés par la police, une réaction spontanée solidaire s'ensuit. Des projectiles s'envolent sur les flics, leurs pneus sont dégonflés, des poubelles incendiées. Quelques jours plus tard, une manifestation sauvage parcourt le quartier. Le 21 mai, une manifestation est encerclée par la police, 70 arrestations, quelques harragas sont blessés. Pendant ce temps, une vingtaine de personnes gâchent une fête du PS. Le lendemain, une trentaine de harragas et solidaires perturbent un événement commercial pour la relance du tourisme en Tunisie, en collaboration avec la Mairie. Des tracts sont distribués avant et pendant l'action. Le 28 mai, une trentaine de harragas et personnes solidaires manifestent devant le centre fermé de Vincennes où quelques compagnons de lutte sont aussi enfermés. *Liberté!* résonne à l'intérieur comme à l'extérieur. Des feux d'artifice ont lieu différents soirs de suite. Les harragas enfermés seront finalement relâchés. Aussi bien des partis de gôche et des associations religieuses que la Mairie veulent gérer les occupations : les uns refusent de laisser entrer quelques harragas incontrôlables, les autres instaurent des listes nominatives, des vigiles et une obligation de rentrer le soir. Le choix de certains de continuer une lutte autonome de tous les sans-papiers s'impose. Le 11 juin, une trentaine de harragas et solidaires perturbent un salon immobilier tunisien. Des tracts sont distribués derrière une banderole "*Ni business ni frontières*". "*Dictature ou démocratie, au final c'est bien l'argent qui gouverne*". La veille, de grands tags apparaissent sur les murs: "*Détruisons la propriété*", "*Brûlons les frontières*", "*Vive la révolution*", "*A bas le commerce*" et une grande banderole est suspendue au-dessus du périphérique. Le 17 juin, un rassemblement de solidarité d'une centaine de personnes a lieu derrière une banderole qui dit: "*Des papiers pour tous ou plus de papiers du tout*". Le 20 juin, des feux d'artifice sont lancés devant le centre fermé à Vincennes, les jours suivant, au moins deux sans-papiers s'évadent du même centre.



De Sidi Bouzid à Paris

Brûlons les frontières (et le reste)

Deux semaines après le 14 janvier et la chute de Ben Ali en Tunisie, on pouvait lire une affiche sur les murs de Paris en solidarité avec les insurgés des deux côtés de la Méditerranée. S'interrogeant à haute voix sur les soulèvements populaires, elle commençait ainsi :
« Ces dernières semaines en Tunisie ou en Algérie, des milliers et des milliers d'individus sont sortis dans la rue pour manifester leur rage et leur révolte contre des conditions de vie insupportables. En plein hiver, ces blocages de routes, ces pillages massifs de supermarchés et d'entrepôts, ces saccages de villas de riches et de lycées, ces attaques de commissariats, ces mutineries et autres assauts victorieux contre des prisons nous ont réchauffé le cœur… Aujourd'hui, malgré des dizaines de morts, la soif de liberté des insurgés ne semble pas prête de s'éteindre. Mieux encore, elle pourrait se diffuser un peu partout. Car partout, c'est un peu la même poudre qui s'accumule, celle de la misère et de l'écrasement quotidien. Car partout, et ici aussi, c'est un même monde qui voudrait nous soumettre : un monde fric et de pouvoir pour quelques-uns, d'enfermements et de coups assassins pour tous les autres. Un monde au service des patrons et des Etats, quelle que soit leur couleur, et quelle que soit la manière dont ils entendent nous exploitent et nous contrôler. A présent que de nouveaux maîtres plus démocrates se précipitent pour se partager le gâteau en Tunisie, est-ce *vraiment* pour cela que des milliers de révoltés se sont battus au cri de 'Liberté' ? »



La réponse n'a pas tardé, avec d'un côté la diffusion des soulèvements et insurrections en Egypte, puis en Libye ou en Syrie, et d'un autre avec l'afflux de migrants qui ont débarqué dans la petite île italienne de Lampedusa. Suite à l'instabilité du pouvoir, les opérations de contrôle aux frontières effectuées par la Tunisie, en accord avec l'Europe, ont en effet commencé à diminuer, et parfois même à s'interrompre. Les lourdes portes du continent européen – blindées à coups de camps de rétentions externalisés dans le désert libyen, de navires de guerre au large des côtes italiennes et espagnoles ou de champs de mines à la frontière grecque – se sont alors entr'ouvertes. Près de 26 000 harragas tunisiens ont débarqué en l'espace de deux mois à Lampedusa.
Sous couvert d'« urgence humanitaire », la réaction du pouvoir italien a été l'ouverture de 13 camps de rétention temporaires dans le sud de la péninsule. La mise en place d'un tel dispositif était également liée à l'impossibilité d'enfermer directement tous les nouveaux arrivants dans les centres de rétention habituels (les CIE), qui existent depuis 1998, parce qu'ils ont subi des dégâts considérables ces deux dernières années suite aux révoltes qui s'y sont succédées. Pour les seuls mois de février et de mars 2011, révoltes et évasion collectives ont par exemple partiellement endommagé les camps de Gradisca, Modena, Turin et Bari.



Pour transférer les harragas par centaines sur le continent dans ces 13 « centres d'accueil et d'identification » (CAI), l'Etat a alors aussi bien réquisitionné des navires de tourisme que déployé des bateaux militaires. Dans ces camps, l'objectif était de les trier selon leur nationalité et les nombreux statuts en vigueur (demandeur d'asile, réfugié, sans-papier déjà enregistré dans l'espace Schengen,…) Dans le premier de ces centres, ouvert le 27 mars à Manduria dans les Pouilles pour 3000 personnes, d'immenses tentes bleues estampillées « ministère de l'Intérieur » ont été dressées en rase campagne, au milieu d'une double enceinte de grillages de deux et quatre mètres de haut. Militaires, policiers et humanitaires du type Croix Rouge gardaient et géraient le camp, les uns utilisant la matraque, les autres la persuasion et le chantage.
Dès le 28 mars, près de 500 harragas se sont mutinés et évadés de Manduria : la plupart voulaient poursuivre le voyage et gagner France, ou d'autres pays où ils avaient des contacts. Le 2 avril en début de journée, 200 retenus armés de pierre contre leurs geôliers parvenaient à défoncer les grillages et à s'évader. L'après-midi, tandis que se déroulait une manifestation de solidarité, 400 autres sortaient du camp : beaucoup pour s'enfuir, d'autres pour se joindre à la manifestation, avec de bloquer ensemble la route au cri de « *Liberté !* ». Face à une situation sans pareille, les renforts militaires n'y ont rien fait : ou bien ils tiraient sans vergogne dans cette foule en colère, ou ils lui permettaient de sortir à sa guise. C'est ainsi que les portes de Manduria ont été ouvertes de façon permanente… Dans les camps de Potenza, Santa Maria Capua Vetere (édifié sur une décharge d'amiante en Sicile), la situation n'en était pas moins explosive.

Début avril, les gouvernements tunisien et italien ont fini par signer un accord : en échange d'un permis de séjour humanitaire de 6 mois pour tous les harragas arrivés avant le 5 avril, la Tunisie acceptait de réadmettre automatiquement sur son territoire tous ceux qui arriveraient en Italie après cette date. L'Europe lui offrit même en rab des moyens supplémentaires de contrôle (caméras thermiques, bateaux, véhicules tout terrain,…) pour renforcer ses frontières. Du jour au lendemain, les harragas tunisiens ont débarqué à Lampedusa ou ailleurs sur les côtes ont été décrétés immédiatement expulsables. La compagnie Air Mistral, propriété des Postes italiennes, effectuait alors deux vols quotidiens pour déporter 30 tunisiens (plus deux flics par expulsé) à chaque voyage.
Fin avril, alors que des permis de séjour temporaires ne sont délivrés qu'au compte-goutte, les camps d'accueil provisoires

↘

changent de fonction en devenant par décret des centres de rétention. Maintenant que les harragas ont été triés selon leur nationalité (il y a aussi des Egyptiens ou des Libyens) et leur date d'arrivée, leur destin était scellé : ce sera l'expulsion forcée ! Bien entendu, il y a heureusement toujours des individus qui se révoltent, comme ce fut par exemple le cas au centre de Santa Maria Capua Vetere. Là, les retenus ont même obtenu que les Tunisiens du camp arrivés après le 5 avril obtiennent à leur tour un titre de séjour temporaire, et que ceux des autres nationalités puissent déposer une demande d'asile. Certains, logiquement méfiants de l'accord passé, ont aussi directement repris leur destin en main : quelques jours après l'accord, 90 retenus organisaient et réussissaient une évasion collective. A Pozzallo, en Sicile, ce furent une quarantaine d'Erythréens et de Somaliens qui se sont révoltés et évadés. Ceux qui ont été rattrapés furent envoyés en prison. Au cours du procès, ils ont raconté leurs multiples tentatives d'entrer en Italie et leur refoulement vers les trois camps libyens où la torture est érigée en mode de gestion, en vertu des accords migratoires entre l'Europe et la Libye. Dans ce pays, les représentants du CNT (conseil national de transition) ont d'ailleurs assuré à plusieurs reprises à l'Italie et à la France que les accords signés avec Kadhafi en la matière resteraient en vigueur s'ils parvenaient à s'emparer du pouvoir. C'est d'ailleurs une des raisons pour laquelle l'OTAN ne bombarde pas la marine libyenne, dont l'Europe a trop besoin pour surveiller ses frontières extérieures.

Dans les centres de rétentions permanents, les révoltes et résistances ont également continué. Le 21 avril par exemple, 15 sans-papiers parvenaient à s'évader de celui de Modena, après avoir scié les barreaux d'une fenêtre. Le 2 mai à Milan, sept Tunisiens raflés à Gênes se révoltaient dans le centre. Incarcérés, ils seront condamnés à 10 mois de prison. Des manifestations de solidarité ont eu lieu devant les centres de Brindisi, Bari, Turin, Modena, Bologne, Manduria, Santa Maria Capua Vetere ou en Sicile.

A partir du 15 avril, au fur et à mesure que les permis de séjour sont délivrés, des milliers de harragas tunisiens tentent de poursuivre leur voyage. Souvent transportés puis abandonnés en rase campagne, ils finissent toujours par rejoindre à pied un centre ville et prendre un train vers le nord, direction Vintimille et la frontière italo-française. Au prix de dizaines de refoulements par les gendarmes français (qui suspendent même tout le trafic ferroviaire le 17 avril), ils finissent généralement par réussir à passer. Après tout ce périple, pas étonnant qu'un de leurs slogans qui fuse spontanément dans les rassemblements et manifs à Paris soit « *on est là ! on est là ! on ne bougera pas !* ».

Après plus de deux mois de galère (et après avoir risqué la mort lors de la traversée de la Méditerranée : 2000 noyés depuis janvier), certains de ces indésirables ont commencé à lutter avec des camarades et des compagnons, comme à Marseille ou à Paris, pour se poser dans un lieu, et pour tenter d'arracher des papiers. Même si plusieurs centaines ont fini par accepter le chantage du retour « volontaire » (300 euros), notamment poussés par des associations comme France Terre d'Asile, des centaines d'autres ont bien l'intention de se battre ici, malgré les multiples expulsions de squats ou de rafles.

A notre avis, l'un des enjeux de cette lutte n'est pas seulement le partage d'un même dégoût contre les chiens en uniforme, et l'expérimentation commune de pratique de débrouilles. Lorsqu'émergent des paroles comme « *des papiers pour tous ou plus de papiers du tout* », « *ni police ni charité* », « *100% liberté* », ou que retentissent à nouveau les slogans des émeutes tunisiennes de décembre et janvier dernier (certes parfois mêlés avec ambiguïté à des chants de stade ou même à l'hymne national), c'est aussi un possible qui peut commencer à se dessiner : celui d'une révolte sans médiation contre toute autorité, et la mise en acte de ce fameux « *brûlons les frontières* » qui est à l'origine du mot *harraga*. Si la solidarité avec les soulèvements de l'autre côté de la Méditerranée, c'est aussi de se battre ici sans concession pour la liberté ; et si la détermination des harragas a pu croiser la nôtre lors d'occupations, de manifestations ou de débuts d'émeutes… le chemin commun qui s'ouvre pourrait être (dé)pavé de plus d'une mauvaise intention.



Extrait de *Harragas*, supplément au journal *Pourquoi pas ?*, Paris, juillet 2011.



Dans chaque numéro de Hors Service, nous reprenons une poignée d'une multitude d'actes de rébellion et de révolte. En général, l'Etat, ses médias et ses journalistes préfèrent ne pas trop ébruiter ces événements ou, plus encore, les déformer, les fausser et les mutiler pour que personne ne puisse s'y reconnaître. L'Etat ne veut inspirer personne dans de *mauvaises intentions* – mais nous si, et voilà la raison de ces colonnes.

Evasions • A Nivelles, deux détenus s'évadent. Ils avaient attaqué un gardien lors de la visite, avec un couteau fait maison. Après, ils prennent en otage une gardienne et exigent d'ouvrir les portes. Les deux compères sont toujours à l'air libre. Peu après à Lantin: autour de 5h du matin, un détenu manipule les barreaux et arrive à les franchir. Il descend avec une échelle de corde fait maison et se coince dans les barbelés. Les gardiens le reprennent. À Audenarde, un détenu s'en va pendant un transfert, il est repris peu après.

Fumer : liberté toujours • Un détenu transféré vers l'hôpital, arrive à s'évader de là. Après une ruse, ses menottes sont libérées et il flanque un des deux gardiens par terre pendant que l'autre fume sa clope dehors. Le détenu s'en va par la sortie de secours. Après un carjacking, plus aucune trace de lui.

Hangar d'entreprise en flammes • A Court-Saint-Étienne, un grand hangar part en fumée. Le dépôt était utilisé par trois grandes entreprises.

300.000

Selon les chiffres les plus récents, le nombre de « malades du travail » continue à fort grimper ces dernières années. Par la dénomination « malades du travail », on désigne les travailleurs qui sont tombés malades à cause des conditions du travail et qui ne peuvent plus retourner travailler pendant une longue durée. Aujourd'hui il s'agit de plus de 300.000 personnes (et ceux qui ont été mutilés suite à des accidents de travail n'y sont même pas repris). Environ la moitié de ces « malades du travail » souffre de troubles psychiques : stress, dépression, paranoïa, des attaques de panique, des crises d'angoisse. Un quart est concerné par des problèmes de lésions au dos - permanentes. Et ceci ne sont que les chiffres officiels. En réalité il existe probablement encore plus de gens qui persévèrent malgré tout / qui n'ont pas les moyens de ne pas persévérer ou qui ne sont simplement pas inclus dans les statistiques comme les sans-papiers.

« *Le travail ennoblit !* » « *Le travail rend libre!* » « *L'emploi de ta vie!* » Oubliez ces 300.000 personnes, oubliez tous ces corps mutilés à vie sur le lieu de travail, oubliez tous ces gens qui ont laissé la vie sur un chantier, dans une usine, dans la course pressée vers le boulot ! Travailler plus, travailler plus longtemps, être flexibles, bosser plus vite : voilà le message de hier, voilà le message d'aujourd'hui. Combien de temps encore ? Combien de temps encore avant que nous ne paralysions la machine à meuler de l'économie et commencions à réfléchir là-dessus et à nous battre pour d'autres manières de vivre ?



Feux de joie • A Molenbeek, une dépanneuse contenant deux voitures et un container sont incendiés. À Charleroi, quatre voitures partent en flammes. A Anvers, une tentative d'incendie touche une Ferrari. Un héros du consummérisme peut éteindre le foyer de l'incendie. A Limette, trois voitures sont incendiées ; à Liège plusieurs voitures partent en flammes. A Wavre, Mons et Huy, des voitures sont également incendiées. A Huy, deux jeunes sont arrêtés.

Manifestation • 450 personnes se rejoignent dans le quartier européen contre la situation économique et sociale en Europe. Très vite, ils prennent des gaz lacrymogènes et des coups de matraques. Quelques heures plus tard, les flics lancent le canon à eau pour disperser une manifestation sauvage dans le quartier Matongé. Maintenant, ce sont eux qui sont régalés de pierres depuis la manif et les maisons environnantes. Quelques vitres de magasins volent en éclats.

De la merde pour l'industrie nucléaire • Trois groupes de personnes joyeusement armées de sacs de merde font un don délicieusement puant à quelques entreprises du nucléaire. Chacun de ces présents est accompagné d'un petit mot de remerciement.

École en feu • Il nous semble clair que lorsque quelques personnes tentent d'incendier l'école à Andenne en posant des poubelles en feu devant la porte, c'est afin de la remercier pour tous ces moments chouettes qu'ils y ont vécus. Ce n'est pas la première fois que l'école subit une tentative d'incendie. Réaction du directeur: « *Tous les jeunes ont déjà fait des mauvais coups, ou ont pensé le faire. Comme mettre un chewing-gum dans une serrure.* » Mais là, on s'en prend à leur école de façon plus grave.

Trains bloqués • Dans la gare du Midi à Bruxelles, une centaine de personnes bloquent deux trains spéciaux pour les euro-parlementaires et leurs collaborateurs à Strasbourg. Une concertation y est planifiée autour de quelques propositions de loi en matière de la gestion économique de l'Europe. Les trains seront bloqués pendant 20 bonnes minutes.

Accueil chaleureux • Quand une patrouille de police est appelée pour libérer des personnes d'un ascenseur, l'appel s'avère être trompeur. La police est attendue par quatre personnes et sera régalée de coups durs. Ils appellent finalement des renforts. Deux flics seront hors service pendant au moins 10 jours. Quatre suspects sont arrêtés.

Décharger son cœur • Le nombre de menaces adressées aux policiers et magistrats du parquet a augmenté depuis l'année dernière. Dans des dizaines de cas, ils doivent recevoir une protection. Le centre de crise du ministère de l'intérieur parle d'une tendance sociale : « Toujours plus de gens sont de plus un plus violents et ont de moins en moins de respect pour l'appareil gouvernemental. » cela ne peut que nous confier un large sourire sur le visage.

Léopold rouge de sang • A Namur, capitale de la Wallonie et terre d'accueil pour le meurtrier de masse, sa statue est criblée de peinture rouge, le mot 'assassin' et un A cerclé ornent la stèle. Les inscritpions seront nettoyées dès le lendemain par la vigilante commune, sans toutefois pouvoir remettre totalement à neuf l'immonde idole.

Antifa • Le parti estudiantin fasciste NSV est régalé de quelques bombes de peinture et des œufs pourris pendant la dernière activité de l'année de cet année, à Gand. L'action est revendiquée en solidarité avec un anarchiste russe en cavale et autres compagnons en lutte; pour la liberté totale et l'anarchie.



Allez, allez, à la rencontre de l'avenir!

Comme des oiseaux laids gigantesques, les grues dominent la ville, la regardent d'en haut en pivotant lentement autour de leur axe. Je ne sais combien elles sont. Je ne les ai pas comptées, vu que leur nombre change de toute façon chaque jour. Généralement avec une propention vers le haut. Et là où ces grues se trouvent, des choses poussent du sol. Encore plus grandes et plus monstrueuses que les grues elles-mêmes, accentuées des mois durant par des cris de contractions. Parfois tellement profonds et grondants que le petit appartement où j'habite, commence à trembler ; ensuite tellement hauts et stridents que les nerfs de tout être dans les environs sont excités à un tel point de parfois céder. Et tout le monde qui tient ses yeux et ses oreilles un peu ouverts pour ce genre de choses, sait d'avance que de tels cris ne peuvent être autre chose que le présage d'une fausse couche. Et jusqu'aujourd'hui, ils ont toujours eu raison. Mais les commandants, ceux qui de derrière leur bureau font en sorte qu'avec chaque cri et chaque amas de béton finalement chié, le fric s'accumule dans leurs poches, eux ils parlent de la réalisation d'un *masterplan*, d'un pas vers l'avenir, bâfré d'*espoir* et d'*ambition*. Peu importe dont il s'agit, des bureaux pour la ville, des parkings-centres commerciaux-complexes avec un ascenseur vers le parc, une voie ferrée ou une prison ; il s'agit de quelque chose de *nouveau*, du progrès, d'évolution, certes en route vers un monde plus parfait. Au moins, c'est ce qu'on veut nous faire croire. Et alors ici à Louvain, ils s'en sont pris à la *louvainaise*. Bon, ont-ils dû se dire, si on veut mettre un tiers de la ville par-dessous-dessus, alors peut-être donner aux habitants quand même aussi le sentiment que c'est aussi un peu pour eux qu'on fait tout ça ici, non ? Et avec la ruse d'un vieux socialiste qui connaît son peuple et l'innovation d'une poignée de nouveaux riches, on a « *invité les riverains et les intéressés à réfléchir ensemble sur l'aménagement du futur espace publique du Vaartkom* ». Une invitation pour faire partie du changement. Qu'il s'agisse pour lieu de ce futur bijou d'une ancienne zone industrielle presque inhabitée a dû bien les arranger. Qui va faire beaucoup de bruit s'il s'agit d'en finir avec un vilain petit canard ? Et même si on parlait à cette rencontre surtout du nombre d'arbres à planter, et de barbecues accessibles pour tout le monde ; ce qui compte est quand-même le sentiment, n'est-ce pas, d'avoir épuisé toutes les possibilités en tant que brave citoyen critique. Quelle idylle gentille et démocratique ! Entretemps, on continue de plus belle à démolir, à creuser, à tasser des pierres là où il faut, selon le grand masterplan. Et équipés d'un casque d'écoute et des cachets pour les nerfs, nous nous sommes, malgré tout le stress du boulot, doucement habitués à ce bruit épouvantable, à la poussière dans le nez, aux rues dépavées, à la disparition de lieus ou endroits verts aimés et jusque là intouchés par leurs sales doigts. Même la multiplication incommensurable des yeux de surveillance et des uniformes, qui de manière miraculeuse vont enrichir notre nouveau paradis, n'est même plus remarquée par le briller et le flamboyer du luxe en verre. Car, si on arrive quand-même à se hasarder à regarder tout cela un peu plus attentivement, on pourrait croire que le progrès tant loué n'est en effet rien d'autre qu'une cage dorée avec des barreaux transparents. Fini les bisous furtifs quelque part dans une ruelle ténébreuse. Fini de se retrouver et boire quelque breuvage dans la rue. Fini de s'allonger dans l'herbe sauvage. Pour tout ça, ils aménageront des endroits séparés et sécurisés, *pour notre propre bien*. Que tout puisse se passer au mieux dans les rangs contrôlés. Le shopping pour les shoppeurs, l'école pour les petits, le lieu de travail pour les grands, le camp pour les étrangers et la prison pour les méchants, les indésirables et les briseurs de l'harmonie. Voilà, avouez que ce n'est pas tellement difficile. La seule question qui nous reste alors est de savoir où, dans toute cette manie de tout mettre en ordre, nous avons laissé nos vies. des puissants qui la dirigent.

agenda

- Permanences **Acrata** - bibliothèque anarchiste
  Chaque jeudi de 17h à 21h
  Chaque samedi de 14h à 18h
  32,Rue de la Grande Île, 1000 Bruxelles



voor de nederlandstalige versie:
krantbuitendienst.blogspot.com

colofon

Hors Service est un journal anarchiste paraissant environ toutes les trois semaines. Le journal est distribué gratuitement en néerlandais et en français.

Contact

hors.service@hotmail.com
http://journalhorsservice.blogspot.com

Abonnement de soutien

Vous pouvez prendre un abonnement de soutien en versant mensuellement une contribution de 5 euro (ou plus...) sur notre compte 063-4974489-73 (IBAN BE 27 0634 9744 8973). Mentionnez clairement votre adresse et nous vous enverrons chaque nouveau numéro.

Distribution

Si vous voulez distribuer Hors Service (dans la rue, dans des bars, dans des asbl...), contactez nous. Vous pouvez venir chercher un paquet dans un point de distribution (la liste se trouve sur notre site) ou nous pouvons vous envoyer directement un colis.